

RCS : PONTOISE
Code greffe : 7802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 07542
Numéro SIREN : 922 296 652
Nom ou dénomination : A.S. Investissement

Ce dépôt a été enregistré le 13/01/2024 sous le numéro de dépôt 22416

A.S. Investissement
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 32 Boulevard du Général de Gaulle – 95200 - SARCELLES
922 296 652 R.C.S. PONTOISE
(la « Société »)

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 26 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt et trois,
Le vingt-six décembre, à neuf heures,

Les associés de la Société se sont réunis en assemblée générale (ci-après l'« Assemblée »), dans les locaux de la Société au 32 Boulevard du Général de Gaulle – 95200 - SARCELLES, sur convocation verbale du gérant.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

Sont présents :

- | | |
|--|------------|
| - Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR | |
| Propriétaire de cinquante actions, | 50 actions |
| - Monsieur Arif NAZIR | |
| Propriétaire de cinquante actions, | 50 actions |

Total des actions représentant le capital social de Cent actions, ci..... =====
100 actions

(ci-après les « Associés »).

Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR préside l'Assemblée en sa qualité de président de la Société (le « **Président de Séance** »).

Le Président de Séance constate, au vu de la feuille de présence, que tous les associés sont présents ou représentés.

En conséquence, l'Assemblée est valablement constituée à l'effet de délibérer et voter les résolutions à la majorité requise.

Le Président de Séance dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- Une copie des lettres de convocations à l'assemblée,
- La feuille de présence émarginée par tous les associés,
- Une copie des statuts,
- Le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée,
- Le projet de traité d'apport des titres sociaux entre Mme Zahra SAYED, M. Waqar Iqbal MOHAMMAD et la société A.S. Investissement,
- Les Rapports du Commissaire Aux Apports.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. *Augmentation du capital par apport en nature de parts sociales des sociétés SCI RANIA, SCI CLEF DU BONHEUR, SCI REHMAT, SCI IK et SCI KHAN au profit de la société A.S Investissement ;*
2. *L'approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération ;*
3. *Agrément des apporteurs ;*
4. *Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital ;*
5. *Modification des statuts ;*
6. *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.*

Le Président de Séance précise que tous les documents prescrits par l'article R. 223-19 du Code de commerce, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social dans les délais fixés par ledit article.

L'Assemblée donne acte au Président de Séance de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est donnée ensuite du rapport de la gérance ainsi que du rapport du commissaire à la transformation établie conformément aux dispositions des articles L. 224-3 et L. 223-43 du Code de commerce.

Le Président de Séance déclare la discussion ouverte. Le Président de Séance fournit toutes précisions et explications complémentaires qui lui sont demandées.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président de Séance met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour aux conditions de quorum et de majorité requises par les statuts.

PREMIERE RESOLUTION

Augmentation du capital par apport en titres de parts sociales des sociétés SCI RANIA, SCI CLEF DU BONHEUR, SCI REHMAT, SCI IK et SCI KHAN au profit de la société A.S Investissement

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la société, à compter ce jour, de 692.000 (SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE MILLE) euros par apport en nature.

Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR apporte :

- 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI RANIA, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 322 274
- 490 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI CLEF DU BONHEUR, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 811 230 713
- 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI REHMAT, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 827 622 358
- 25 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI KHAN, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 882 624 711.

M. Arif NAZIR apporte :

- 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI RANIA, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 322 274
- 490 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI CLEF DU BONHEUR, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 811 230 713
- 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI REHMAT, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 827 622 358.
- 50 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI IK, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 321 987
- 25 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI KHAN, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 882 624 711

Le capital est augmenté de la somme de 692.000 (SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE MILLE) euros par création de 69.200 (SIX SOIXANTE NEUF MILLE DEUX CENTS) actions nouvelles de 10 euros à compter de ce jour.

L'augmentation s'effectue par la création de 69.200 actions nouvelles dont la valeur nominale est de Dix euro (10€) par action, entièrement libérées et attribuées aux apporteurs en rémunération de leurs apports.

Dorénavant, le capital est porté à la somme de 693.000 € divisé en 69.300 actions de 10 euros de valeur nominale et seront attribuées de la manière suivante :

- Mme Zahra SAYED : 33.212 actions
- M. Arif NAZIR : 36.088 actions

Les actions nouvelles seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital, entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible reviendra à l'associé titulaire des actions à la date de la distribution.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette augmentation de capital ne deviendra définitive qu'après approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération dans la deuxième résolution ci-après.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

***L'approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération
Agrément des actionnaires***

Après avoir entendu la lecture :

- du rapport du Cabinet DABR Audit & Conseil, Commissaire aux Apports ;
- du projet de traité d'apport de titres aux termes duquel Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR et M. Arif NAZIR font apport à la société A.S. Investissement de :

a) 98 parts de la SCI RANIA, évaluées à 39.372,48 euros arrondie à 39.360 euros, à savoir :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 49 parts sociales
- M. Arif NAZIR : 49 parts sociales

Moyennant l'attribution de 3.936 actions nouvelles de Dix (10) euro chacune, entièrement libérées, à créer par la société A.S. Investissement à titre d'augmentation de capital à raison de 3.936 actions nouvelles de la société A.S. Investissement pour 98 parts de la Société SCI RANIA, soit :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 1.968 actions
- M. Arif NAZIR : 1.968 actions

b) 980 parts de la SCI CLEF DU BONHEUR, évaluées à 379.220,80 euros arrondie à 379.220 euros, à savoir :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 490 parts sociales
- M. Arif NAZIR : 490 parts sociales

Moyennant l'attribution de 37.922 actions nouvelles de Dix (10) euro chacune, entièrement libérées, à créer par la société A.S. Investissement à titre d'augmentation de capital à raison de 37.922 actions nouvelles de la société A.S. Investissement pour 980 parts de la Société SCI CLEF DU BONHEUR, soit :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 18.961 actions
- M. Arif NAZIR : 18.961 actions

c) 98 parts de la SCI REHMAT, évaluées à 161.239,40 euros arrondie à 161.220 euros, à savoir :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 49 parts sociales
- M. Arif NAZIR : 49 parts sociales

Moyennant l'attribution de 16.122 actions nouvelles de Dix (10) euro chacune, entièrement libérées, à créer par la société A.S. Investissement à titre d'augmentation de capital à raison de 16.122 actions nouvelles de la société A.S. Investissement pour 98 parts de la Société SCI REHMAT, soit :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 8.061 actions
- M. Arif NAZIR : 8.061 actions

d) 50 parts de la SCI IK, évaluées à 28.760 euros, à savoir :

- M. Arif NAZIR : 50 parts sociales

Moyennant l'attribution de 2.876 actions nouvelles de Dix (10) euro chacune, entièrement libérées, à créer par la société A.S. Investissement à titre d'augmentation de capital à raison de 2.876 actions nouvelles de la société A.S. Investissement pour 50 parts de la Société SCI IK, soit :

- M. Arif NAZIR : 2.876 actions

e) 50 parts de la SCI KHAN, évaluées à 83.457 euros arrondie à 83.440 euros savoir :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 25 parts sociales
- M. Arif NAZIR : 25 parts sociales

Moyennant l'attribution de 8.344 actions nouvelles de Dix (10) euro chacune, entièrement libérées,

à créer par la société A.S. Investissement à titre d'augmentation de capital à raison de 8.344 actions nouvelles de la société A.S. Investissement pour 50 parts de la Société SCI KHAN soit :

- Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 4.172 actions
- M. Arif NAZIR : 4.172 actions

Le nombre total d'actions nouvelles créées est de :

TOTAL EGAL AU NOMBRE D' ACTIONS NOUVELLES CREEES : 69.200 actions

L'Assemblée Générale approuve l'apport effectué par Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR et M. Arif NAZIR, aux conditions stipulées au traité d'apport sus-désigné, son évaluation et sa rémunération.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Agrément des actionnaires

L'Assemblée Générale constate que Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR et M. Arif NAZIR sont déjà des actionnaires de la société A.S. Investissement et ne nécessitent pas d'agrément en principe.

Toutefois, au regard de l'article 7 des statuts de la société A.S. Investissement., relatif à l'agrément de tout apporteur à la société, l'Assemblée Générale décide de donner son agrément à que Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR et M. Arif NAZIR qui se voient rémunérer de nouvelles actions suite à leurs apports.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Constatation de l'augmentation

L'Assemblée Générale constate que l'augmentation de capital qui en résulte est définitivement réalisée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Modification des statuts de la Société

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 6.1-2 et 6.2 des statuts comme suit :

6.1 APPORTS

2° - Apports en nature

Suite à l'assemblée générale et au traité d'apport en date du 26 décembre 2023, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de la société en apportant à la société la pleine propriété de :

- Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR apporte :
 - o 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI RANIA, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 322 274.

Les 49 parts sociales de la SCI RANIA ont été apportées pour un montant de 19.680 euros.

- 490 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI CLEF DU BONHEUR, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 811 230 713.
Les 490 parts sociales de la SCI CLEF DU BONHEUR ont été apportées pour un montant de 189.610 euros.
 - 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI REHMAT, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 827 622 358.
Les 49 parts sociales de la SCI REHMAT ont été apportées pour un montant de 80.610 euros.
 - 25 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI KHAN, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 21 Avenue Auguste Lumière – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 882 624 711.
Les 25 parts sociales de la SCI KHAN ont été apportées pour un montant de 41.720 euros.
- Monsieur Arif NAZIR apporte :
- 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI RANIA, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 322 274.
Les 49 parts sociales de la SCI RANIA ont été apportées pour un montant de 19.680 euros.
 - 490 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI CLEF DU BONHEUR, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 811 230 713.
Les 500 parts sociales de la SCI CLEF DU BONHEUR ont été apportées pour un montant de 189.610 euros.
 - 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI REHMAT, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 827 622 358.
Les 49 parts sociales de la SCI REHMAT ont été apportées pour un montant de 80.610 euros.
 - 50 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI IK, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 45 Avenue Roger Salengro – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 321 987.
Les 50 parts sociales de la SCI IK ont été apportées pour un montant de 28.760 euros.
 - 25 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI KHAN, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 21 Avenue Auguste Lumière – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 882 624 711.
Les 25 parts sociales de la SCI KHAN ont été apportées pour un montant de 41.720 euros.

Le total des apports de Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR et Monsieur Arif NAZIR s'élève à la somme de 692.000 Euros.

En rémunération de ses apports, il a été attribué à Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 33.162 actions de la société de Dix (10) euros de nominal chacune.

En rémunération de ses apports, il a été attribué à Monsieur Arif NAZIR : 36.038 actions de la société de Dix (10) euros de nominal chacune.

La valeur de ces apports ont fait l'objet d'un rapport au commissaire aux apports et d'un traité d'apports annexés aux statuts de la société.

3° - Récapitulation des apports

Les apports en numéraire s'élèvent à	1.000 euros
Les apports en nature s'élèvent à	692.000 euros
Total égal au montant du capital social ci-après énoncé	693.000 euros

6.2 CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme Six Cent Quatre Vingt Treize Mille euros.
Il est divisé en Soixante Neuf Mille Trois Cents (69.300) actions de Dix (10) euros chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits ».

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par les Associés.

SIXIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales

L'Assemblée décide de donner tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir partout où besoin sera toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

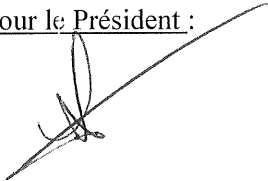
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures.

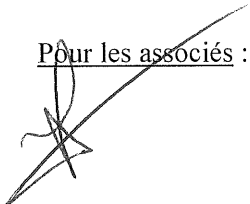
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par tous les associés présents, après lecture.

Pour le Président :



Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR

Pour les associés :



Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR

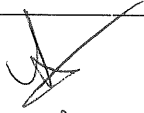
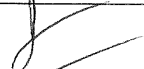
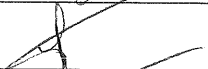
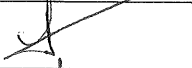
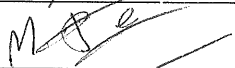
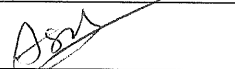
M. Arif NAZIR



Annexe 1
Nouveaux Statuts

A.S. Investissement
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 32 Boulevard du Général de Gaulle – 95200 - SARCELLES
922 296 652 R.C.S. PONTOISE
(la « Société »)

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 26 DECEMBRE 2023

Associés	Nombre d'actions	Mandataire	Emargements
Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR	50		
M. Arif NAZIR	50		
La société RANIA	3.936		
La société CLEF DU BONHEUR	37.922		
La société REHMAT	16.122		
La société IK	2.876		
La société KHAN	8.344		

La présente feuille de présence est certifiée sincère et exacte par le Président de la Société.

TRAITE D'APPORT DE TITRES DES SOCIETES :
SCI RANIA, SCI CLEF DU BONHEUR, SCI REHMAT, SCI IK, SCI KHAN

ENTRE :

A.S. Investissement

Le Bénéficiaire

ET :

Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR

Monsieur Arif NAZIR

Les Apporteurs

Le 26 décembre 2023

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1	DEFINITIONS ET INTERPRETATION.....	6
ARTICLE 2	DESCRIPTION ET REGIME JURIDIQUE DE L'APPORT.....	7
ARTICLE 3	EVALUATION ET REMUNERATION DE L'APPORT EN NATURE ..	7
ARTICLE 4	DATE DE REALISATION-DATE D'EFFET.....	8
ARTICLE 5	PROPRIETE ET JOUISSANCE.....	8
ARTICLE 6	DECLARATION ET GARANTIES DES PARTIES.....	9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES.....	10
ARTICLE 8	REGIME FISCAL.....	10
ARTICLE 9	AUTRES ENGAGEMENTS DES PARTIES.....	11
ARTICLE 10	COOPERATION.....	11
ARTICLE 11	NOTIFICATIONS.....	11
ARTICLE 12	STIPULATIONS DIVERSES	11

TRAITE D'APPORT DE TITRES DES SOCIETES
SCI RANIA, SCI CLEF DU BONHEUR, SCI REHMAT, SCI IK, SCI KHAN

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1. A.S. Investissement, société par actions simplifiée ayant son siège social sis 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 - SARCELLES, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro RCS 922 296 652, représentée par Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR

Ci-après désignée le « **Bénéficiaire** »,

DE PREMIERE PART,

2. Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR, née 19 mars 1981 à GOCHH GUJRAT (PAKISTAN), de nationalité Française, demeurant au 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 - SARCELLES

ci-après désigné par son nom patronymique

3. Monsieur Arif NAZIR, né le 18 février 1979 à GUJRAT (PAKISTAN), de nationalité Française, demeurant au 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 - SARCELLES

ci-après désigné par son nom patronymique

Ci-après désignés collectivement les «**Apporteurs**» et individuellement un «**Apporteur**»,

DE SECONDE PART,

Le Bénéficiaire et les Apporteurs sont ci-après désignés les « **Parties** » et individuellement ue «**Partie**».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

A. Caractéristiques de la société dont les titres sont apportés

Les Apporteurs font apport des actions de la société A.S. Investissement à la suite de l'apport à cette société de titres de :

- 1) SCI RANIA, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 322 274 ;
- 2) SCI CLEF DU BONHEUR, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 811 230 713 ;
- 3) SCI REHMAT, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 827 622 358 ;
- 4) SCI IK, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 45 Avenue Roger Salengro – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 321 987 ;
- 5) SCI KHAN, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 21 Avenue Auguste Lumière – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 882 624 711.

Ci-après les « **Sociétés**>>.

B. Caractéristiques du Bénéficiaire

Le bénéficiaire est la société A.S. Investissement, société par actions simplifiée, ayant son siège social sis 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 - SARCELLES, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro RCS 922 296 652, représentée par Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR (« **A.S. Investissement** »).

La société A.S. Investissement a pour objet : « Holding, prise de participation ».

Le capital social du Bénéficiaire est composé de :

- 50 actions de 10€ de valeur nominale chacune soit 500€ appartenant à Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR sur 100 actions composant le capital social soit une participation de 50% ;
- 50 actions de 10€ de valeur nominale chacune soit 500€ appartenant à Monsieur Arif NAZIR sur 100 actions composant le capital social soit une participation de 50%.

La valorisation de ces apports a été effectuée par le cabinet DABR Audit & Conseil, domicilié 114 avenue de Wagram – 75017 Paris et représenté par Madame Julie Dardelle, désigné par les associés de la Bénéficiaire, en qualité de Commissaire aux Apports, par décision en date du 1^{er} octobre 2023.

C. Motifs et buts de l'apport des titres

1. Les présents apports s'inscrivent dans le cadre d'une restructuration du capital des Sociétés au cours de laquelle le capital et des droits de vote des Sociétés seront transférées à la société A.S. Investissement.
2. Ce transfert aura lieu par voie d'apports de titres des Sociétés à la société A.S. Investissement.
3. A l'issue de ces opérations, la société A.S. Investissement détiendra, directement ou indirectement, 98% du capital des Sociétés à l'exception de la SCI IK dont elle détiendra 50% du capital et la SCI KHAN dont elle détiendra 50% du capital.
4. Il a également été convenu que les Apporteurs seraient regroupés au sein de la société, Bénéficiaire.
5. L'ensemble des opérations d'apports exposées ci-dessus sont ensemble dénommées l'« **Opération** ».
6. Dans ce cadre, les Apporteurs sont convenus d'apporter au Bénéficiaire un nombre total de :
 - a) 98 parts sociales de la SCI RANIA
Réparties de la manière suivante entre les Apporteurs :
 - Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 49 parts sociales ;
 - Monsieur Arif NAZIR : 49 parts sociales.
 - b) 980 parts sociales de la SCI CLEF DU BONHEUR
Réparties de la manière suivante entre les Apporteurs :
 - Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 490 parts sociales ;
 - Monsieur Arif NAZIR : 490 parts sociales.
 - c) 98 parts sociales de la SCI REHMAT
Réparties de la manière suivante entre les Apporteurs :
 - Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 49 parts sociales ;
 - Monsieur Arif NAZIR : 49 parts sociales.
 - d) 50 parts sociales de la SCI IK
Réparties de la manière suivante entre l'Apporteur :
 - Monsieur Arif NAZIR : 50 parts sociales.
 - e) 50 parts sociales de la SCI KHAN
Réparties de la manière suivante entre les Apporteurs :
 - Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 25 parts sociales ;
 - Monsieur Arif NAZIR : 25 parts sociales.
7. En contrepartie des Titres Apportés, les Apporteurs recevront la rémunération visée à l'Article 3.2 ci-après.
8. Afin d'arrêter les termes et conditions de l'opération d'apport des Titres Apportés au Bénéficiaire, les Parties ont conclu le présent traité d'apport (le « **Traité d'Apport** »).

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1 Définitions

Nonobstant les termes définis par ailleurs dans le Traité d'Apport, les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

« AO »	a le sens qui lui est au donné à l' Article 3.2.
« Apport »	a le sens qui lui est donné à l'Article 2.1.
« Apporteur(s) »	a le sens qui lui est donné dans les comparutions du Traité d' Apport.
« Bénéficiaire »	a le sens qui lui est donné dans les comparutions du Traité d' Apport.
« Commissaire aux Apports »	a le sens qui lui est donné à l' Article 3.1.
« Conditions Suspensives »	a le sens qui lui est donné à l'Article 7.1.
« Date de Réalisation »	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1.
« Droit(s) de Tiers »	désigne toute hypothèque, privilège, nantissement, gage, restriction, droit de préférence, droit de préemption ou toute autre droit quelconque de tiers grevant un bien quelconque.
« Jour Ouvré »	désigne tout jour, autre qu'un samedi ou dimanche, qui ne soit pas un jour férié en France.
« Opération »	a le sens qui lui est au donné au paragraphe III E du Préambule.
« Parties »	a le sens qui lui est donné dans les comparutions du Traité d'Apport.
« Titres Apportés »	a le sens qui lui est au donné au paragraphe III F du Préambule.
« Traité d'Apport »	a le sens qui lui est donné au paragraphe III H du Préambule.
« A.S. Investissement »	a le sens qui lui est au donné au paragraphe I du Préambule.
« Valeur de l'apport »	a le sens qui lui est donné à l'Article 3.1.

1.2 Interprétation

- (a) La référence au présent Traité d'Apport ou à tout autre contrat ou document s'entend du présent Traité d'Apport ou de tout autre contrat ou document tels qu'éventuellement modifiés.
- (b) Le Préambule fait partie intégrante du Traité d'Apport et est doté de la même force juridique que les autres stipulations du Traité d'Apport.
- (c) A moins que le contexte ne l'exige autrement, toute référence aux Préambule et articles s'entend d'une référence au Préambule et article du Traité d'Apport, et les titres des articles figurent dans le seul but de faciliter la lecture et n'en affectent pas l'interprétation.
- (d) Toute référence à une disposition légale ou réglementaire s'entend d'une référence à une disposition légale ou réglementaire telle qu'en vigueur à la date du Traité d'Apport.
- (e) La computation des délais sera effectuée dans les conditions prévues aux articles 640 et suivants du Code de procédure civile.

ARTICLE 2 DESCRIPTION ET REGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

- 2.1** Sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives et dans les termes et conditions stipulés au Traité d'Apport, les Apporteurs s'engagent à apporter à la Date de Réalisation, sous les garanties ordinaires de droit et celles stipulées ci-après, au Bénéficiaire, qui l'accepte, les Titres Apportés en pleine propriété et libres de tous Droits de Tiers.

L'apport des Titres Apportés constitue l'« **Apport** ».

L'Apport est consenti net de tout passif.

- 2.2** Le Bénéficiaire aura la propriété et la jouissance des Titres Apportés à compter de la Date de Réalisation.
- 2.3** A la Date de Réalisation, sous réserve de la satisfaction des Conditions Suspensives, l'Apport sera retranscrit dans le registre de mouvements de titres et les comptes d'actionnaires de A.S. Investissement.

ARTICLE 3 EVALUATION ET REMUNERATION DE L'APPORT EN NATURE

3.1 Valeur de l'Apport

- (a) Titres Apportés

La valeur totale des Titres Apportés est fixée à Six Cent Quatre Vingt Douze Mille (692.000 €) euros, aux valeurs différentes par Titre Apporté (la « Valeur de l'Apport »), répartie de la manière suivante entre les Apporteurs :

1. 331.620 euros pour l'Apport de Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR ; et
2. 360.380 euros pour l'Apport de Monsieur Arif NAZIR.

(b) Détermination de la Valeur de l'Apport

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2017-01 du 5 mai 2017 concernant le traitement comptable des opérations de fusions et assimilées, l'apport de titres, ne répondant pas à la définition de titres de participation conférant le contrôle de la participation à l'entité bénéficiaire, est soumis aux articles 213-2 et 213-3 du Plan Comptable Général, lesquels prévoient de retenir la valeur réelle des Titres Apportés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-147, alinéa 2 du Code de commerce, l'Apport et la Valeur de l'Apport ont été soumis à l'appréciation du commissaire aux apports, au vu d'un rapport établi par le cabinet DABR Audit & Conseil, domicilié 114 avenue de Wagram – 75017 Paris et représenté par Madame Julie Dardelle, désigné par les associés de la Bénéficiaire, en qualité de Commissaire aux Apports, par décision en date du 1^{er} octobre 2023. (le « **Commissaire aux Apports** »).

3.2 Rémunération

- (a) En contrepartie de l'Apport des Titres Apportés, les Apporteurs se verront attribuer, à la Date de Réalisation, un total de Soixante Neuf Mille Deux Cents (69.200) actions ordinaires constituant le capital social du Bénéficiaire (les AO), d'une valeur nominale de Dix (10) euro chacune, répartie de la manière suivante entre les Apporteurs :
1. Trente Trois Mille Cent Soixante Deux (33.162) AO pour Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR ;
 2. Trente Six Mille Trente Huit (36.038) AO pour Monsieur Arif NAZIR.

Les AO seront entièrement libérées lors de la création du Bénéficiaire dans le cadre d'un apport en nature par les Apporteurs.

- (b) Les AO en rémunération de l' Apport donneront droit aux mêmes droits et au même dividende que les autres actions ordinaires du Bénéficiaire à compter de la Date de Réalisation et seront soumises aux statuts du Bénéficiaire devant être approuvés à la Date de Réalisation.
- (c) Les AO au profit des Apporteurs porteront jouissance à compter de leur émission.

ARTICLE 4 DATE DE REALISATION - DATE D'EFFET

- 4.1 L'Apport interviendra à la date de la décision de la collectivité des associés du Bénéficiaire visée à l'Article 7.1 (b) (la « Date de Réalisation »), sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives.
- 4.2 Dans l'intervalle, les Apporteurs ne prendront aucun engagement susceptible d'affecter de quelque manière que ce soit l'Apport des Titres Apportés, sans l'accord préalable écrit du Bénéficiaire.

ARTICLE 5 PROPRIETE ET JOUISSANCE

- 5.1 Le Bénéficiaire deviendra propriétaire, entrera en possession et aura la jouissance des Titres Apportés à la Date de Réalisation.
- 5.2 Les Apporteurs subrogeront le Bénéficiaire dans tous les droits et obligations attachés aux Titres Apportés à compter de la Date de Réalisation.

ARTICLE 6 DECLARATION ET GARANTIES DES PARTIES

6.1 Déclarations des Apporteurs

Les Apporteurs feront au Bénéficiaire, les déclarations suivantes dont ils lui garantissent qu'elles sont exactes à la date du Traité d'Apport et seront exactes à la Date de Réalisation comme si elles avaient été faites à cette date :

- (a) sous réserve de la satisfaction des Conditions Suspensives, ils ont la capacité et le pouvoir de conclure le Traité d' Apport, d'exécuter les obligations mises à leur charge respective et de réaliser les opérations prévues aux termes du Traité d' Apport;
- (b) la conclusion du Traité d' Apport et l'exécution des opérations visées par le Traité d' Apport ont fait l'objet des autorisations nécessaire au regard de la législation et de la réglementation qui leur sont applicable, le Traité d' Apport constituant un engagement valable liant les Apporteurs selon ses termes;
- (d) la signature du Traité d' Apport et l'exécution des obligations qui en découlent ne requièrent aucune autre autorisation d'une autorité compétente ou d'un tiers, qui n'ait déjà été obtenue, ni ne contreviennent à aucune disposition légale ou réglementaire ou, sous réserve des clauses restrictives aux transferts de titres figurant dans les statuts de SD Groupe, aucune stipulation d'une convention ou d'un engagement auquel ils sont parties ou par lequel ils sont liés; et
- (e) ils seront régulièrement propriétaires des Titres Apportés à la Date de Réalisation, lesquels seront, à la Date de Réalisation, libres de tout Droit de Tiers.

6.2 Déclarations du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire fait aux Apporteurs les déclarations suivantes dont il garantit qu'elles sont exactes à la date du Traité d'Apport et seront exactes à la Date de Réalisation comme si elles avaient été faites à cette date :

- (a) le Bénéficiaire est une société à constituer au regard du droit français, n'est pas en état de cessation des paiements et ne fait pas l'objet d'une quelconque procédure de sauvegarde, de liquidation ou de redressement judiciaire ou d' une quelconque autre procédure visée au Livre VI du Code de commerce ;
- (b) sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives, le Bénéficiaire a le pouvoir et la capacité de conclure le Traité d' Apport et d' exécuter pleinement les obligations qui y sont stipulées ;
- (c) tous pouvoirs ont été donnés au président du Bénéficiaire à l'effet de conclure et signer Je Traité d' Apport, aucune autre décision d'un organe social du Bénéficiaire n'étant nécessaire pour l' y autoriser; et
- (d) ni la conclusion du Traité d' Apport, ni l' exécution des obligations qui y sont prévues, ni l'accomplissement des opérations qui y sont envisagées ne contreviennent aux stipulations des statuts du Bénéficiaire.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES

7.1 L'Apport, ainsi que les émissions d'actions qui en résultent, ne deviendront définitifs qu'à compter du jour où la dernière des conditions suspensives ci-après aura été levée (ensemble les « Conditions Suspensives » et individuellement une « Condition Suspensive ») :

- (a) L'établissement conformément à l'article L. 225-147, alinéa 2, du Code de commerce, par le Commissaire aux Apports, d'un rapport certifiant que la Valeur de l'Apport n'est pas surévaluée et le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise, conformément aux prescriptions de l'article R. 123-107 du Code de commerce, du rapport dudit Commissaire aux Apports ;
- (b) L'approbation par la collectivité des associés du Bénéficiaire conformément à la loi
 - i) du Traité d'Apport ; et
 - (ii) de l'évaluation de l'Apport et de sa rémunération par l'émission d'AO dans les conditions prévues à l'Article 3.2.

7.2 Chacune des Parties, pour ce qui la concerne, s'engage, dès la signature du Traité d'Apport, à entreprendre toute démarche ou action en vue de la levée des Conditions Suspensives visées ci-dessus et à informer sans délai les autres Parties de la réalisation de toute Condition Suspensive.

Si les Conditions Suspensives ne sont pas réalisées au plus tard le 1^{er} décembre 2021 (inclus), le Traité d'Apport sera considéré comme caduc à l'exception des Articles 11 et 12.4, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 8 REGIME FISCAL

8.1 Stipulations générales

L'Apport prendra effet, sur le plan fiscal, à la Date de Réalisation.

Les Parties s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de tout impôt ou taxe résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

8.2 Droits d'enregistrement

L'Apport des Titres Apportés sera soumis au régime de droit commun des apports en nature et entraînera, en conséquence, l'enregistrement gratuit de l'apport pur et simple conformément à l'article 810, I du Code général des impôts tel que modifié par la loi de finances pour 2019 du 28 décembre 2018 (n°2018-1317).

ARTICLE 9 AUTRES ENGAGEMENTS DES PARTIES

- 9.1 Le Bénéficiaire remplira toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable à L'Apporteur, ainsi qu'aux tiers, le transfert de propriété des Titres Apportés.
- 9.2 Les Apporteurs s'engagent à signer, si nécessaire, tous actes complémentaires ou tous documents et à accomplir toutes formalités nécessaires à ladite opposabilité.

ARTICLE 10 COOPERATION

Les Parties s'engagent à collaborer de bonne foi, afin de permettre la pleine exécution du Traité d'Apport. A cet égard, ils s'engagent à signer ou remettre tous documents et à prendre toutes mesures qui pourront être raisonnablement requis pour assurer la bonne exécution du Traité d'Apport.

ARTICLE 11 NOTIFICATIONS

Les notifications et communications prévues au Traité d'Apport seront valablement adressées aux Parties à l'adresse figurant en en-tête du Traité d'Apport.

Toute notification ou communication devra être remise en mains propres contre récépissé daté et signé par le destinataire ou adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et sera présumée reçue à la date apposée par le destinataire sur le récépissé si elle est remise en mains propres ou à la date de l'avis de réception si elle est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 12 STIPULATIONS DIVERSES

12.1 Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour remplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations tous dépôts, publications et autres.

12.2 Effet d'une nullité et continuité du Traité d'Apport

La nullité d'une des stipulations des présentes, pour quelque raison que ce soit, n'affectera pas la validité des autres stipulations des présentes, les Parties s'engageant dans ce cas à se rapprocher en vue de remplacer la stipulation nulle ou supprimée par une stipulation aux effets équivalents.

12.3 Représentation

Dans l'hypothèse où un signataire des présentes représenterait plusieurs Parties, chacune des Parties ainsi représentées autorise et ratifie en tant que de besoin la conclusion des présentes en son nom et pour son compte, conformément aux dispositions de l'article 1161 alinéa 2 du Code civil.

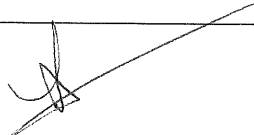
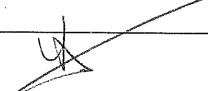
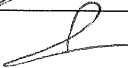
12.4 Loi applicable et juridiction

Le Traité d'Apport est régi par la loi française et tout litige s'y rapportant relèvera de la compétence exclusive des tribunaux compétents situés dans le ressort de la Cour d'Appel de Pontoise.

Fait à Ecouen,

Le 26 décembre 2023

En trois (3) exemplaires originaux, chaque Partie recevant un original, et en autant d'exemplaires qu'enécessaire en supplément pour permettre la réalisation de l'ensemble des formalités qui en résultent.

Le Bénéficiaire	
A.S. Investissement Représentée par Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR	
Les Apporteurs	
Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR	
M. Arif NAZIR	

A.S. Investissement

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 693.000 Euros

Siège social : 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 - SARCELLES

STATUTS MIS A JOUR LE 26/12/2023

Les soussignés :

Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR
Née le 19 mars 1981 à GOCHH Gujrat (PAKISTAN)
De nationalité Française
Demeurant 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 – SARCELLES

Monsieur Arif NAZIR
Né le 18 février 1979 à Gujrat (PAKISTAN)
De nationalité Pakistanaise
Demeurant 32 Boulevard du Général de Gaulle – 95200 - SARCELLES

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par action simplifiée A.S. Investissement devant exister entre eux et toute autre personne morale ou physique qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'actionnaire.

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

Article 1 - Forme sociale

Il est formé par les présentes entre les titulaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée. Elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du code de commerce.

Cette société ne peut pas faire appel public à l'épargne.

Article 2 - Objet social

La Société a pour objet : Holding, prise de participation

La Société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3 - Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale : A.S. Investissement

Dans tous actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " *Société par Actions Simplifiée* » ou de l'abréviation "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au : 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 - SARCELLES

Il pourra être transféré en tout autre endroit (du même département ou des départements limitrophes) par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des actionnaires.

Article 5 - Durée de la Société

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, continue d'avoir une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années qui a commencé à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par décision collective des actionnaires.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Article 6 - Capital social et apports

6.1 APPORTS

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

Les soussignés ont fait apport à la société, à savoir :

1° - Apports en numéraire

- Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR apporte la somme en numéraire de 500 euros.
- Monsieur Arif NAZIR apporte la somme en numéraire de 500 euros.

Les soussignés ont souscrit pour un montant 1.000 euros, correspondant à la souscription de Cent (100) actions de Dix (10) euros chacune, entièrement libérées, soit un montant de Mille euros, ainsi qu'en atteste le certificat du dépositaire, pour le compte de la société en formation, sur la présentation de la liste des souscripteurs mentionnant les sommes versées par chacun d'eux.

2° - Apports en nature

Suite à l'assemblée générale et au traité d'apport en date du 26 décembre 2023, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de la société en apportant à la société la pleine propriété de :

- Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR apporte :
 - 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI RANIA, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 322 274.
Les 49 parts sociales de la SCI RANIA ont été apportées pour un montant de 19.680 euros.
 - 490 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI CLEF DU BONHEUR, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 811 230 713.
Les 490 parts sociales de la SCI CLEF DU BONHEUR ont été apportées pour un montant de 189.610 euros.
 - 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI REHMAT, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 827 622 358.
Les 49 parts sociales de la SCI REHMAT ont été apportées pour un montant de 80.610 euros.
 - 25 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI KHAN, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 21 Avenue Auguste Lumière – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 882 624 711.
Les 25 parts sociales de la SCI KHAN ont été apportées pour un montant de 41.720 euros.
- Monsieur Arif NAZIR apporte :
 - 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI RANIA, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 322 274.
Les 49 parts sociales de la SCI RANIA ont été apportées pour un montant de 19.680 euros.
 - 490 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI CLEF DU BONHEUR, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 811 230 713.
Les 500 parts sociales de la SCI CLEF DU BONHEUR ont été apportées pour un montant de 189.610 euros.
 - 49 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI REHMAT, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 31 Avenue du Bois Saint-Denis – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 827 622 358.
Les 49 parts sociales de la SCI REHMAT ont été apportées pour un montant de 80.610 euros.

- 50 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI IK, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 45 Avenue Roger Salengro – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 841 321 987.
Les 50 parts sociales de la SCI IK ont été apportées pour un montant de 28.760 euros.
- 25 parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SCI KHAN, société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont le siège social est 21 Avenue Auguste Lumière – 93420 – VILLEPINTE, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro RCS 882 624 711.
Les 25 parts sociales de la SCI KHAN ont été apportées pour un montant de 41.720 euros.

Le total des apports de Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR et Monsieur Arif NAZIR s'élève à la somme de 692.000 Euros.

En rémunération de ses apports, il a été attribué à Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR : 33.162 actions de la société de Dix (10) euros de nominal chacune.

En rémunération de ses apports, il a été attribué à Monsieur Arif NAZIR : 36.038 actions de la société de Dix (10) euros de nominal chacune.

La valeur de ces apports ont fait l'objet d'un rapport au commissaire aux apports et d'un traité d'apports annexés aux statuts de la société.

3° - Récapitulation des apports

Les apports en numéraire s'élèvent à	1.000 euros
Les apports en nature s'élèvent à	692.000 euros
Total égal au montant du capital social ci-après énoncé	693.000 euros

6.2 CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme Six Cent Quatre Vingt Treize Mille euros.
Il est divisé en Soixante Neuf Mille Trois Cents (69.300) actions de Dix (10) euros chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits.

Article 7 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des actionnaires statuant selon les modalités et conditions fixées par les présents statuts sur le rapport du Président. Les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, l'augmentation ou la réduction du capital.

7.1. Augmentation de capital social

Le capital social peut ainsi être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen soit de l'émission d'actions nouvelles soit de l'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire :

- les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence irréductible à la souscription de ces actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable pendant le délai de souscription s'il provient d'une action elle-même négociable ;
- l'assemblée qui décide cette augmentation peut décider, dans les conditions prévues par les dispositions légales, de supprimer totalement ou partiellement ce droit préférentiel de souscription. Les actionnaires peuvent également renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par les dispositions légales et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Sous réserve des exceptions prévues par les dispositions légales, le capital existant doit être intégralement libéré avant toute augmentation de son montant par émission d'actions à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président est seule compétente pour décider une augmentation du capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves ou bénéfices, la collectivité des actionnaires délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves ou bénéfices appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés sur requête par le Président du Tribunal de Commerce.

7.2. Réduction de capital social

La réduction de capital peut être décidée pour quelque cause que ce soit et de quelque manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachats partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à ramener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en société d'une autre forme sociale.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 8 - Forme des actions

8.1. Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

8.2. Inscription en compte des actions

Les actions sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet, ou par un intermédiaire habilité.

Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 9 - Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés à l'action, exposés ci-après, suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

9.1. Droit de l'actionnaire sur l'actif social et sur les bénéfices

Chaque action donne droit dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de société, comme en cas de liquidation, et ceci selon les conditions et modalités par ailleurs, éventuellement stipulées dans les présents statuts.

S'il y a lieu et pour parvenir à ce résultat, il sera fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

9.2. Obligations des actionnaires

- a) Les actionnaires sont tenus de respecter les présents statuts ainsi que les décisions des organes sociaux dans la mesure où la possession d'une (1) action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des organes sociaux.
 - b) Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.
 - c) Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se reporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.
 - d) Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.
- En cas d'indivision.
Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par l'un d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises.

- En cas de démembrement d'actions : nue-propriété et usufruit.

Le droit de vote aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

TITRE III

CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Article 10 - Modification dans le contrôle d'une société actionnaire

- 10.1. En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle, direct ou indirect, d'un actionnaire personne morale quelqu'en soit la cause (cession, apport, fusion, augmentation ou réduction de capital, succession, etc...) celle-ci doit en informer le Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze (15) jours à compter du changement du contrôle. Cette

notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, l'actionnaire personne morale pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts.

- 10.2. Dans les six (6) mois de la réception de la notification visée au 10.1. ci-dessus, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.
- 10.3. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission, d'une dissolution ou d'un décès d'une personne physique actionnaire de ladite société.

Article 11 - Exclusion d'un actionnaire

11.1. Exclusion de plein droit

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

11.2. Exclusion facultative

L'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- Violation significative des statuts ;
- Exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- Révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- Faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société ;
- Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un actionnaire ;
- Changement de contrôle d'un actionnaire personne morale.

11.3. Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des actionnaires disposant du droit de vote. L'actionnaire dont l'exclusion est soumise à l'assemblée ne prend pas part au vote, et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les actionnaires sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les actionnaires seront consultés à l'initiative de l'actionnaire le plus diligent.

11.4. Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée dans un délai de quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des actionnaires, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres actionnaires ;
- convocation de l'actionnaire concerné à une réunion préalable des actionnaires tenue au plus tard six (6) jours avant la date prévue pour la consultation des actionnaires sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

11.5. Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'actionnaire concerné, prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'actionnaire exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément et/ou de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

11.6. Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'actionnaire exclu.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions à compter de l'exclusion aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

La totalité des actions de l'actionnaire exclu doit être cédée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la décision d'exclusion, à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'actionnaire exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans le délai d'un (1) mois de la décision de fixation du prix.

TITRE IV

ORGANES DE LA SOCIETE

Article 12 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non, de la Société.

12.1. Désignation

Est nommé Président de la société :

Madame Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR
Née le 19 mars 1981 à GOCHH Gujrat (PAKISTAN)
De nationalité Française
Demeurant 32 Boulevard du Général de Gaulle - 95200 – SARCELLES

Le Président est désigné par décision collective des actionnaires. La décision de nomination déterminera la durée de son mandat, le montant et le caractère fixe ou variable de son éventuelle rémunération, et pourra fixer des limitations à ses pouvoirs, sans que ces limitations soient opposables aux tiers.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. La personne morale nommée Président de la Société désignera un représentant permanent personne physique, chargé d'assumer ses fonctions.

12.2. Durée des fonctions

Le Président est nommé en principe pour une durée indéterminée, sauf décision collective contraire des actionnaires. Dans cette dernière hypothèse, la durée de son mandat est renouvelable.

Les fonctions de Président cessent par :

- l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- son décès ;
- sa révocation ;
- sa démission, laquelle ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un préavis d'un (1) mois ;
- sa dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaires ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- son interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des actionnaires prise à l'initiative d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins la majorité des deux tiers (2/3) du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

12.3. Cumul des mandats

Le Président n'est soumis à aucune limitation de mandat.

12.4. Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération sur décision des actionnaires.

En outre, le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

12.5. Pouvoirs – Délégations de pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

A cet égard, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des présents statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi.

Le Président peut, dans la limite de ses attributions et sous sa responsabilité, conférer toute délégation de pouvoirs, à tout tiers, limitée dans son objet (en vue de la réalisation d'opérations déterminées) et limitée dans le temps.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

Article 13 - Directeur Général

13.1. Désignation

Le Président, peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, qui sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des pouvoirs attribués au Président.

13.2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire des actionnaires, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président ou par décision collective des actionnaires. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, les fonctions de Directeur Général cessent par :

- l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- la rupture de son contrat de travail (le Directeur général serait réputé démissionnaire le premier jour du délai de son préavis) ;
- son décès ;
- sa révocation ;
- sa démission, laquelle ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un préavis de un (1) mois ;
- son interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

13.3. Rémunération

Les fonctions de Directeur Général ne seront rémunérées que sur la base du contrat de travail conclu avec la Société, étant précisé que la fonction de Directeur Général est distincte de celle de salarié.

13.4. Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction générale que le Président.

Il pourra ainsi disposer des pouvoirs les plus étendus afin de diriger, de gérer ou d'engager à titre habituel la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires, et dans ce cadre il devra être déclaré comme Directeur Général au registre du commerce et des sociétés et figurer sur l'extrait du registre du commerce et des sociétés, en plus du Président.

Nonobstant ce qui est dit ci-dessus, le Directeur Général ne peut pas sans l'accord préalable et écrit du Président, prendre les décisions suivantes ou conclure les actes suivants :

- a) acquisition, apport et cession de participations dans d'autres sociétés ou constitution de sûretés sur ces participations ;
- b) apport, achat ou vente, prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- c) achat, vente, échange ou apport de tous actifs immobiliers ou actifs immobilisés incorporels ;
- d) constitution ou dissolution de filiales ;
- e) création ou suppression de succursales ou d'établissements secondaires ;
- f) souscription d'engagements hors bilan et/ou emprunt et/ou décision d'investissement portant sur une somme supérieure à trente mille Euros (30.000 €) par engagement ou par emprunt ou par opération ;
- g) octroi de garanties sur l'actif social ;
- h) abandon de créances.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Article 14 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre en particulier les décisions suivantes :

- transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ou liquidation de la Société ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination et révocation du Président, fixation de sa rémunération ;
- création ou suppression d'organes de gestion ou de surveillance et nomination et révocation des membres composant ces organes, fixation de leur rémunération ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- continuation de l'activité de la Société malgré la perte de plus de la moitié du capital social ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- agrément des cessions d'actions ;
- toute émission de valeurs mobilières, y compris les valeurs mobilières composées, et plus généralement de tout titre pouvant attribuer une quotité du capital de la Société ou le droit de vote au sein d'un quelconque organe de la Société ;
- l'augmentation des engagements des actionnaires ;

Et généralement toute modification des statuts, sauf disposition contraire des présentes. Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Seront qualifiées d'extraordinaires les décisions collectives des actionnaires emportant modification des statuts.

Toutes décisions collectives des actionnaires non qualifiées d'extraordinaires seront qualifiées d'ordinaires.

Article 15 - Réunion des assemblées générales

15.1. Convocation

Les assemblées générales sont convoquées, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation, soit par le Président ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes, soit par un ou plusieurs actionnaires réunissant plus du quart (1/4) du capital social. Pendant la période de liquidation, les assemblées générales sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Le Président doit en tout état de cause convoquer les actionnaires au moins une (1) fois par an en vue de l'approbation des comptes annuels et de l'affectation des résultats. La décision des actionnaires doit intervenir dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice dont les comptes sont examinés.

La convocation est faite quinze (15) jours avant la date de l'assemblée soit par tous moyens (notamment par lettre simple ou recommandée avec demande d'avis de réception adressée à chaque actionnaire), même verbalement. Néanmoins, ce délai n'a pas à être respecté si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors de la délibération. La convocation doit comporter la date et le lieu de réunion, le mode de délibération, l'ordre du jour, le projet du texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires, à moins que ces derniers ne soient tenus à leur disposition au siège social.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

15.2. Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation et figure sur les lettres de convocation. En cas de convocation par un mandataire de justice, l'ordonnance portant désignation du mandataire fixe l'ordre du jour de l'assemblée.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président et/ou le Directeur Général et procéder à leur remplacement.

Article 16 - Admission aux assemblées - Pouvoirs

- 16.1. Tout actionnaire a le droit de participer aux délibérations de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, et ce personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq (5) jours au moins avant la date de la réunion.
- 16.2. Tout actionnaire peut également voter par correspondance au moyen d'un formulaire remis par la Société sur sa demande présentée au moins cinq (5) jours avant l'assemblée. À défaut d'indication de vote sur une résolution, le vote sera considéré comme positif.
- 16.3. Un actionnaire ne peut se faire représenter aux délibérations de l'assemblée que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Article 17 – Bureau - Procès-verbaux – Portée

17.1. Bureau de l'assemblée

L'assemblée générale est présidée par le Président ou, en son absence, l'actionnaire présent représentant le plus grand nombre d'actions.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes ou par mandataire de justice, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Le bureau ainsi constitué peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

17.2. Procès-verbaux des délibérations des assemblées

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les actionnaires présents. La signature pourra intervenir par tous moyens (télécopie, signature électronique etc.). Ils valent feuille de présence.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des actionnaires présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque actionnaire.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires. Il est signé par tous les actionnaires et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

17.3. Portée des décisions des assemblées générales

Les décisions collectives des assemblées générales obligent tous les actionnaires, mêmes absents, dissidents ou incapables.

Article 18 - Quorum – Droit de vote – Vote – Règles de majorité

18.1. Règles de quorum

Ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant adressé le formulaire de vote par correspondance, dans les délais réglementaires, possèdent au moins le quart (1/4) des actions ayant le droit de vote. Ce quorum doit être atteint lors du vote de chacune des résolutions soumises à l'assemblée. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois (3) jours au moins avant la date de l'assemblée.

18.2. Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une (1) voix au moins.

Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance. Dans ce cas, les actions des actionnaires ayant adressé leur formulaire dans les délais requis participent au vote lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur des résolutions inscrites à l'ordre du jour, mais elles ne prennent pas part à ce vote si l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée en séance. Toutefois, lorsque la proposition soumise au vote a pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante, en totalité ou en partie, une résolution figurant à l'ordre du jour, lesdites actions sont considérées comme votant contre la proposition, quel que soit le sens du vote émis sur la résolution.

Au cas où les actions sont remises en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire des actions. A cet effet le créancier gagiste dépose, à la demande de son débiteur, les actions qu'il détient en gage, sous la forme et dans le délai indiqué dans la convocation.

18.3. Vote

Le vote s'exprime par tous moyens, notamment à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les actionnaires.

Les décisions collectives seront adoptées en assemblée générale, par consultation écrite et/ou par conférence téléphonique, et/ou par conférence sur internet, et/ou par vidéoconférence, et/ou par la signature d'un acte sous seing privé par les actionnaires. Néanmoins, la tenue d'une assemblée est de droit si la demande en est faite par un (1) ou plusieurs actionnaires ou, s'il s'agit d'une décision relative à l'approbation des comptes annuels, par le commissaire aux comptes.

18.4. Règles de majorité

Les décisions collectives des actionnaires sont adoptées par un ou plusieurs actionnaires représentant la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme ;
- l'inaliénabilité temporaire des actions.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à la majorité des deux tiers (2/3) des actionnaires disposant du droit de vote :

- l'exclusion d'un actionnaire ;

- la révocation du Président ;
- la cession forcée des actions d'un actionnaire et la suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire.

Article 19 - Information préalable des actionnaires

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des actionnaires doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de les dispositions légales, sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social quinze (15) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois (3) derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les actionnaires peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

COMMISSAIRES AUX COMPTES - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 20 - Commissaires aux comptes

20.1. Mode de nomination et durée des fonctions des commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés pour six (6) exercices et exercent leur mission de contrôle conformément aux dispositions légales.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont également nommés. Ils sont appelés à remplacer le ou les commissaires aux comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès. La suppléance d'un titulaire est assurée par le plus âgé des suppléants désignés.

Si la Société a des filiales ou des participations et est astreinte à publier des comptes consolidés, elle doit désigner au moins deux (2) commissaires aux comptes titulaires.

Les commissaires aux comptes doivent être choisis par les personnes physiques ou morales habilitées dans le cadre des dispositions légales.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont nommés par décision collective des actionnaires. Leur nom n'a pas à être mentionné dans les statuts mis à jour.

Les fonctions du commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer un commissaire titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat de ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions, après la prochaine décision collective des actionnaires approuvant les comptes.

Les commissaires aux comptes sortant sont rééligibles. En cas de faute ou d'empêchement, ils peuvent être relevés de leur fonction par l'assemblée générale ordinaire.

20.2. Mission des commissaires aux comptes

Ils sont investis des pouvoirs et des fonctions que leur confèrent les articles L. 225-218 à L. 225-242 du Code de commerce.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société ;
- de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;
- de vérifier dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la Société.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute consultation de la collectivité des actionnaires.

20.3. Rémunération des commissaires aux comptes

La rémunération des commissaires aux comptes est fixée suivant les modalités réglementaires en vigueur.

Article 21 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

Article 22 - Exercice social

L'exercice social continue de commencer le 1^{er} janvier et de se terminer le 31 décembre de chaque année civile. Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2023.

Article 23 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

A la clôture de chaque exercice, il est :

- dressé l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ;
- dressé également les comptes annuels ;
- annexé au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle ;
- établi un rapport de gestion contenant les indications fixées par les dispositions légales et réglementaires. Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires ;

- établi, le cas échéant, les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales.

Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, les actionnaires doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 24 - Affectation et répartition des bénéfices

- 24.1. Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.
- 24.2. Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application des dispositions légales.

Ainsi, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application des dispositions légales ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, peut être réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que les dispositions légales ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 25 - Mise en paiement des dividendes

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, le Président. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés à chaque actionnaire sur présentation de son inscription en compte.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires,

déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application des dispositions légales ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. L'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits au bénéfice de l'Etat, à qui la Société doit les verser.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en action

TITRE VII

PERTES GRAVES - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 26 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié (1/2) du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par les dispositions légales, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié (1/2) du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 27 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par les dispositions légales, ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires.

La décision collective des actionnaires qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les actionnaires.

Les actionnaires peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

Article 28 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière à ce que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

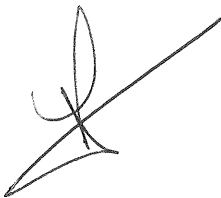
L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

A SARCELLES, le 26 décembre 2023

Mme Samaira MOHAMMAD épouse NAZIR



Mr Arif NAZIR



ANNEXE 1

TRAITE D'APPORT DE TITRES

ANNEXE 2

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS